

Bilan de la Semaine du Droit

Une opération de
communication multicanale
conduite du 20 au 26 mai

**Assemblée générale du
CNB**

Vendredi 14 juin



LES OBJECTIFS DE LA SEMAINE DU DROIT

Assemblée générale du
CNB

Vendredi 14 juin



1. Sensibiliser l'opinion
sur les enjeux d'accès au Droit en France

2. Valoriser la profession
Replacer le rôle des avocats comme experts et partenaires de
confiance au quotidien

3. « Créer un « réflexe avocat.fr »
Accroître la visibilité et la fréquentation du site en le positionnant
comme la première LegalTech de France

LE DISPOSITIF GLOBAL

Assemblée générale du
CNB

Vendredi 14 juin



LA RÉALISATION ET LA MÉDIATISATION DU 1^{ER} BAROMÈTRE DE L'ACCÈS AU DROIT

Pour ouvrir officiellement la Semaine et accroître sa visibilité

Pour repositionner le CNB comme un lanceur d'alerte sur les enjeux d'accessibilité au Droit et à l'avocat.

Cibles : décideurs, leaders d'opinion, professionnels, grand public

LA CONCEPTION ET LE DÉPLOIEMENT D'UNE CAMPAGNE PRINT/ DIGITALE

Pour interpeller, informer et valoriser le rôle de l'avocat / *avocat.fr*

Cible : grand public, entreprises et influenceurs

UNE ACTIVATION DES AVOCATS

Pour nourrir un réseau d'ambassadeurs connectés via un kit de campagne

Pour donner plus de visibilité et de puissance à vos messages

LA RÉALISATION ET MÉDIATISATION DU 1^{ER} BAROMÈTRE DE L'ACCÈS AU DROIT

Assemblée générale du
CNB

Vendredi 14 juin



En ouverture de la Semaine, le CNB a médiatisé le 1^{er} Baromètre de l'accès au Droit – Sondage grand public réalisé avec l'Institut Odoxa en mai 2019

Objectif : comprendre comment les Français jugent l'accès au Droit en France et décrypter leurs attentes en matière de conseil juridique et d'accessibilité à leurs droits

Une exclusivité avec *Le Figaro le jour du lancement de la Semaine*
Anglée sur les Français et les LegalTech, le papier vient nourrir le discours du CNB sur les enjeux des Legal Tech
« labellisées avocat »

Les Français méfiants face aux « legaltechs »

Un sondage insiste sur l'importance d'une information officiellement labellisée.

PAUL GONZALES

JURISTE Les Français ne font pas confiance aux plateformes en ligne pour régler leurs conflits juridiques. Ils veulent une information patrimoniale et labellisée, qu'elle provienne des professionnels du droit en chair et en os ou de l'assistance juridique en ligne. C'est le « baromètre annuel des droits et de l'accès au droit en France », créé par le Conseil national des barreaux et réalisé par l'Institut de sondage Odoxa qui l'affirme, d'après une enquête menée auprès d'un échantillon de Français de plus de 18 ans.

39 % d'entre eux affirment connaître des forums pour trouver des indications ou des conseils juridiques. Mais dans le même temps, ils affirment à une nette majorité, 74 %, contre 41 %, « ne pas faire confiance aux sites juridiques commercialisant des informations non délivrées par des avocats ». Plus encore, « plus de deux tiers des Français pensent que ces sites ne sont pas capables de leur fournir des réponses suffisantes pour résoudre leurs problèmes ». À 60 %, ils attendent une information juridique et judiciaire officiellement labellisée.

Bouche-à-oreille
En bonne logique, ce n'est pas tout plein qui s'appuie sur Internet que les Français trouvent leur avocat. Le bon vieux bouche-à-oreille et la recommandation personnelle constituent le principal vecteur de choix de son avocat pour 56 % des Français, « contre le barreau ». Mais ces derniers ne sont pas à un paradis perdu. Si 84 % des Français considèrent qu'un accès facilité aux

avocats favoriserait l'accès au droit et au fonctionnement de la justice, 81 % seulement déclarent solliciter directement un avocat lorsqu'ils ont besoin de trouver des réponses à des questions juridiques. « Nous sommes la seule fédération qui se soit associée contre cela et fait facturer de manière exorbitante ses honoraires. Or la plupart d'entre eux ne facturent plus la première consultation et envoient à leur client pendant une fiche récapitulative de leur stratégie avec une proposition d'honoraires clairs », fait son service au Conseil national des barreaux. « Les Français nous demandent si on n'y a pas d'excuse, nous n'en avons aucune. C'est vrai pour les services juridiques en ligne. C'est vrai devant les tribunaux », se félicite Christiane Féral-Schuhl, présidente du CNB.

Barreau en marche les idées reçues ancrées le sont lors du vote de la loi de programmation de la justice et des manifestations d'avocats et de magistrats. Le barreau affirme ainsi que 58 % des Français pensent que la vidéo-audience est « une bonne chose car cela facilite la tenue des audiences », contre seulement 41 % qui estiment que cela peut nuire à l'Étude des Justiciables. Même encore, 57 % des Français approuvent le principe de pouvoir saisir un juge directement sur Internet, contre 26 % qui s'y oppose.

« Sans surprise, les Français estiment que le droit à la justice reste, tout de même, « le défi à prendre des décisions ». De même, compte tenu du contexte des « gilets jaunes », le baromètre insiste sur la perception des Français qui sont très en quête à trouver que « les libertés publiques et individuelles et les droits fondamentaux se sont dégradés ces dernières années ».

Un déjeuner presse réunissant la présidente du CNB, Gaël Sliman (Odoxa) et une dizaine de journalistes (spécialisés & généralistes)

Une dizaine de retombées
qui mettent en lumière les enjeux d'accès au droit et créent le débat sur le rôle des LegalTech

Le Monde du Droit Le Magazine des Professions Juridiques

Accès au droit : vers une complémentarité entre LegalTech et avocats ?



ITV Christiane Féral-Schuhl
Comment avocat.fr, 1^{ere} LegalTech de France joue un rôle dans un accès facilité aux avocats

Journée Nationale de l'accès au Droit, le doute des Français



DOSSIER DE PRESSE

LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX SE MOBILISE POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX D'ACCÈS AU DROIT DES FRANÇAIS

Résultats du premier baromètre sur les Français et l'accès au Droit

Contacts presse

CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX
Direction: Eric de Bona
D.rosobona@cncb.avocat.fr
01 53 30 24 73

AGENCE COMFLUENCE
Francis-René Baas
Francis-Xavier Jaak (@comfluenc) 06 78 46 76 81

LA CONDUITE ET LE DÉPLOIEMENT D'UNE CAMPAGNE PRINT ET DIGITALE D'INTERPELLATION ET DE PROMOTION

Assemblée générale du
CNB

Vendredi 14 juin



Une vaste campagne nationale destinée à sensibiliser le grand public et activer le réflexe avocat/avocat.fr

Objectifs : rappeler le rôle clé de l’avocat comme conseil dans tous les domaines de la vie privé/professionnelle & générer du trafic vers avocat.fr pour soutenir son rôle de 1^{er} LegalTech en France

**UN PLAN D’ACHAT MÉDIA
EN PRINT/RADIO**

Pour accroître la visibilité d’avocat.fr
dans les titres les plus lus par les
publics cibles

**UNE STRATÉGIE MÉDIA
ENTIÈREMENT DIGITALE
POUR GÉRER DU TRAFIC
QUALIFIÉ SUR AVOCAT.FR**

Pour interpeller, informer et valoriser le
rôle de l’avocat / *avocat.fr*

**UNE ACTIVATION SUR
RÉSEAUX SOCIAUX DU
CNB**

Pour faire rayonner les contenus de la
Semaine du Droit, créer des
interactions et mettre en lumière le rôle
de conseil des avocats



1. Un plan d'achat média en print/radio



Des visuels qui valorisent le rôle de conseil de l'avocat et renvoient vers la plateforme [avocat.fr](http://www.avocat.fr)

- Le Figaro
- Challenges
- CNEWS
- 20 Minutes
- Presse régionale

Une publicité radio diffusée en continu en matinale et le soir sur France Inter, 1^{ère} radio de France





2. Une stratégie média entièrement digitale pour générer du trafic sur avocat.fr et consultation.avocat.fr, avec 3 leviers déployés

1. Google Ads

Des annonces Google pour renvoyer vers les 2 sites web
Plus de **110 000 impressions**
Près de **5 000 clics** sur les annonces
Un taux de clic sur les annonces de **4,25%**, très supérieur à la moyenne du secteur



Avocat en Droit de la Famille | Avocat Spécialisé en France

www.avocat.fr/Annuaire/Avocats

Trouvez un Avocat Spécialisé proche de chez vous ou Posez votre Question en Ligne. 12 000 Avocats Partout en France pour vous Conseiller et vous Défendre au quotidien.

2. Facebook Ads

Des publicités diffusées en continu sur Facebook au plus près des publics cibles
785 000 impressions
8 200 clics depuis les annonces Facebook Ads vers les sites web avocat.fr ou consultation.avocat.fr



3. Publicités Display

Affichage des visuels de la campagne sur des sites web (lepoint.fr, capital.fr, etc) en fonction du comportement de navigation/consultation des internautes
11 millions d'impressions !
32 000 visites sur les sites web



3. Une activation en social media durant la Semaine du Droit

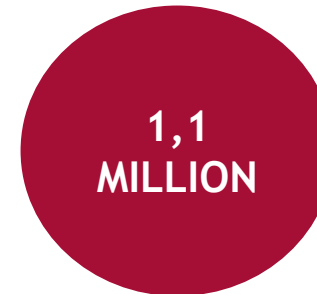


Une stratégie éditoriale active et diversifiée sur 3 canaux

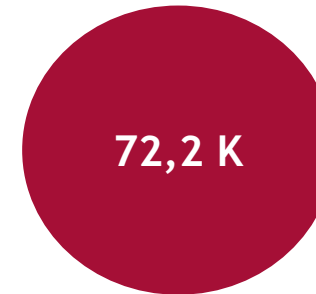
38 tweets
11 posts FB
11 posts LinkedIn



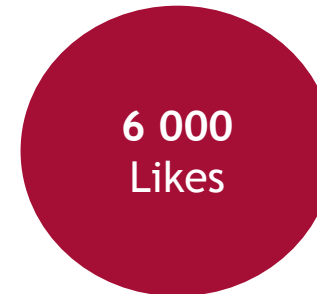
Une communauté qui s'est fortement mobilisée



Impressions globales en cumulé



Vues du film (Facebook & Twitter)



sur Facebook, Twitter et LinkedIn



sur Facebook et Twitter

UN IMPACT CONCRET SUR LE TRAFIC DES SITES AVOCAT.FR ET CONSULTATION.AVOCAT.FR

Assemblée générale du
CNB

Vendredi 14 juin



SITE AVOCAT.FR

17 733

**VISITES
EN AVRIL 2019**

65 046

**VISITES
EN MAI 2019**

**TRAFIC
+ 266%**

EN CONCLUSION

Assemblée générale du
CNB

Vendredi 14 juin



1. Une semaine qui a permis de lancer une dynamique au niveau national et la volonté du CNB de se positionner plus fortement sur les enjeux d'accès au Droit à travers l'instauration d'une Semaine du Droit comme rendez-vous annuel.

2. Une première édition qui a créé le débat sur le rôle des Legal Tech comme l'une des réponses aux inégalités d'accès au Droit, en valorisant notamment avocat.fr comme première Legal Tech de France.

3. Une semaine qui a trouvé son audience et son public sur les réseaux sociaux, tant auprès des avocats que du grand public : un pic de visibilité conjugué à un taux d'engagement important